



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD



DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CS

**Arrêté préfectoral imposant à la Société LWB.
REFRATORIES SA des prescriptions
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de
son établissement situé à FLAUMONT-WAUDRECHIES**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 1993 autorisant la Société LWB REFRATORIES SA -
siège social : route d'Avesnes BP 78 59362 AVESNES-SUR-HELPE CEDEX - à exploiter une
usine de fabrication de briques réfractaires à FLAUMONT-WAUDRECHIES ;

VU le bilan de fonctionnement de la Société adressé en préfecture du Nord le 20 février
2006 ;

VU le rapport en date du 30 juin 2008 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la
recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la
protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer à la Société des valeurs limites de rejets des
émissions atmosphériques ainsi que la surveillance de la qualité des eaux souterraines et
superficielles du site ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et
technologiques du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2008 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

La Société LWB REFRACTORIES SA, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé route d'Avesnes BP 78 59362 AVESNES-SUR-HELPE CEDEX, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'usine qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FLAUMONT-WAUDRECHIES.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

ARTICLE 2 – RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

L'exploitant devra mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

2.1. – Constitution du réseau

L'exploitant doit entretenir le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant les cinq piézomètres implantés pour l'étude de sols de Juin 2004 et notamment au moins deux piézomètres en aval de l'établissement.

Ces piézomètres ont fait l'objet d'un nivellement des têtes avec rattachement au système NGF par un géomètre expert.

Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

La tête du piézomètre doit être surélevée d'au moins 20 cm par rapport au terrain naturel à proximité. Elle doit se trouver dans un avant puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

2.2. – Analyse des eaux de la nappe

Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements semestriels (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux) seront réalisés dans ces piézomètres.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe.

Les paramètres à analyser sont le pH selon la norme NF T 90 008 et les HAP suivant la norme NFT 90115

2.3 – Surveillance des eaux superficielles

Les eaux superficielles de l'Helpe Majeure feront l'objet d'une surveillance par l'exploitant qui consiste en des prélèvements effectués à l'amont et à l'aval du site semestriellement (une fois en période des hautes eaux, une fois en période de basses eaux) et d'analyses sur les HAP (norme NFT 90115).

2.4. – Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats doivent être commentés.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

Le premier rapport d'analyse sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois.

2.5. – Dispositions spéciales

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines et/ou superficielles, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

3.1. – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés lors de ces essais sont identifiés en qualité et quantité.

3.2. – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

3.3. – Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

3.4. – Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.5. – Emissions diffuses et envois de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

3.6. – Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NFX 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

3.7. – Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Four tunnel	3675 kW	Gaz naturel	Tempérage des réfractaires
2	Chaudière	230 kW	Gaz naturel	Maintien en T°C des cuves de liants
3	Chaudière	350 kW	Gaz naturel	Maintien en T°C des cuves de liants
4	Tambour de chauffage	1360 kW	Gaz naturel	Trommel – tambour de préchauffage pour le mélange destiné au pressage
5	Station 2 de malaxage		Gaz naturel	Maintien en T°C du mélange dolomie - liant
6	Station 4 de malaxage	250 kW	Gaz naturel	Maintien en T°C du mélange dolomie - liant
7	Cyclone des Presses	/	Gaz naturel	Récupération des vapeurs dégagées lors du pressage des briques

Le four tunnel est équipé d'une zone post-combustion. Les fumées dégagées lors du tempérage des briques sont brûlées dans la zone de post-combustion.

Les stations de mélange 2 et 4, le tambour de chauffage (Trommel) sont équipés d'un cyclone de dépoussiérage.

Les rejets des dépoussiéreurs de l'installation de broyage sont :

Désignation	Diamètre en m	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h
Déchargement dolomie	0.57m	6.5	25000
Rebroyage dolomie	0.45	11	12000
Convoyeur cb22	0.2	11	1000
Criblage dolomie	0.5	18	12000

3.8. – Conduits générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1 – Four	16	0.7	5 500	8
Conduit N°2 - chaudière	8.5	0.22	550	8
Conduit N°3 - chaudière	8.5	0.25	800	8
Conduit N°4 – tambour de chauffage	8	0.4	4 000	8
Conduit N° 5 – station 2 de malaxage	15	0.4	1200	8
Conduit N° 6 – station 4 de malaxage	15	0.4	1 200	8
Conduit N° 7 – cyclone des presses	19.5	1.45	11600	8

3.9. – Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Four tunnel	Concentration en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Concentration en O ₂ de référence	18%	/
Poussières	20	0.1
HCl	1	0.005
HF	1	0.005
NO _x (éq. NO ₂)	100	0.55
SO _x (éq. SO ₂)	1400	8
COV	20	0.1

Les émissions de poussières dans les rejets du tambour de chauffage (Trommel) ne doivent pas dépasser 75 mg/Nm³, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le flux de poussières ne devra pas dépasser 0.3kg/h les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les émissions de poussières des stations de 2 et 4 de malaxage et des dépoussiéreurs de l'installation de broyage font l'objet de ne doivent pas dépasser 30 mg/Nm³, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le flux de poussières de l'ensemble de ces installations ne devra pas dépasser 1.7kg/h les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les rejets issus des chaudières doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :
à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Gaz naturel
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3%
SO ₂	35
NO _x en équivalent NO ₂	150

3.10. – Réduction des émissions de SO_x

Les rejets de SO_x sont liés à l'addition de soufre dans les produits. Cette addition est indispensable pour la qualité des briques.

En conséquence, l'exploitant est tenu de faire réaliser par un organisme tiers une étude technico-économique au regard des meilleures techniques disponibles afin de réduire les flux de pollution atmosphérique en terme de rejet de SO_x (équivalent SO₂) émises par le four tunnel. Cette étude devra être transmise à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 6 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Après examen de cette étude, le présent arrêté pourra être modifié au regard des conclusions de cette étude.

3.11 – Réduction des émissions de poussières

L'exploitant est tenu de faire réaliser par un organisme tiers une étude technico-économique au regard des meilleures techniques disponibles afin de réduire le flux de pollution atmosphérique en terme de rejet de Poussières émises par l'ensemble des installations. Cette étude devra être transmise à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 6 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Après examen de cette étude, le présent arrêté pourra être modifié au regard des conclusions de cette étude.

3.12. – Surveillance des rejets

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des installations ;
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.
- lors du premier contrôle des valeurs limites d'émissions, une analyse des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) et métaux lourds sera également effectuée en rejet du four tunnel.
- une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques en sortie du cyclone des filtres presses sera réalisée dans l'année qui suit la signature du présent arrêté. Ces analyses portent sur les paramètres : COV, HAP, métaux lourds, HF, HCl, NO_x, SO_x et Poussières.

3.12. – Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats doivent être commentés.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

3.13. – article 4 de l'arrêté du 11 juin 1993 abrogé

L'article 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE de l'arrêté du 11 juin 1993 est abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 4 – DECHETS

4.1. – Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

4.2. – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le Code de l'Environnement, articles R543-42 à R543-74 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, articles R543-3 à R543-16, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, articles R543-124 à R543-36, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, articles R543-137 à R543-152 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être éliminés conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, articles R543-172 à R543-206, articles relatifs à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

4.3. – Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur valorisation, leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les installations de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage ne devra pas excéder :

- 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés ;
- 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.

4.4. – Déchets valorisés, traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le caractère ultime, au sens de l'article L 541-1-III du Code de l'Environnement, des déchets éliminés en centre d'enfouissement technique doit être justifié

4.5. – Déchets valorisés, traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute opération de valorisation, traitement ou élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement ne peut être effectuée que dans des installations spécifiquement autorisées.

4.6. – Contrôle des circuits de traitement des déchets

Les opérations de collecte, regroupement, transport, valorisation et élimination de déchets doivent respecter les dispositions suivantes du Code de l'Environnement :

Livre V, articles R541-42 à R541-48 : circuit de traitement de déchets

Livre V, articles R541-49 à R541-64 : transport, négoce et courtage

4.7. – Nature et caractéristiques des déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Référence nomenclature (Code de l'Environnement, Annexe II de l'article L541-8)	Nature du déchet	Filières de traitement réglementairement possibles (cf. annexes IIA et IIB Directive 75/442/CEE modifiée du 15/07/75)
01 04 10	Fines de dolomie	Produits valorisés en agriculture (produits conformes à la norme NF U 44-001)
16 03 04	Loupés de fabrication	Valorisation interne
16 03 04	Loupés de fabrication	D5
13 02 05	Huiles usagées	R13 puis R9
17 03 03	Goudrons cuits	R13 puis R1

Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centres de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre d'une procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur une installation de valorisation ou d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

4.8. – Registre de suivi des déchets

L'exploitant tiendra un registre de suivi de ses déchets et transmettra un état récapitulatif annuellement à l'inspecteur des installations classées. Le tableau reprendra les filières de traitement réglementaire (annexes IIA et IIB de la directive 2006/12/CE du 5 avril 2006), les quantités et les codes déchets associés.

Dans le cas où la quantité de déchet dangereux annuelle est supérieure à 10 tonnes, l'exploitant est tenu d'effectuer chaque année une déclaration à l'administration selon le modèle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005 relatif à cette déclaration pris en application des articles R541-44, R541-45 et R541-46 du Code de l'Environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement de déchets. Cette déclaration est effectuée avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente.

4.9. – article 6 de l'arrêté du 11 juin 1993 abrogé

L'article 6 – TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS de l'arrêté du 11 juin 1993 est abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 5 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7 – DELAI ET VOIE DE RECOURS(article L514-6)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille:

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 8

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société L.W.B. REFRACTORIES et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de FLAUMONT-WAUDRECHIES ;
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FLAUMONT-WAUDRECHIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le

13 OCT. 2008

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,

Guillaume DEDEREN

